

## Malgré la police, une marche réussie contre le G20

**Plus de 10 000 manifestant-e-s ont parcouru les rues de Nice pour lancer le forum des peuples face au G20.** Après des semaines d'une campagne de communication alarmiste par les autorités locales, et malgré un déploiement outrancier de forces de sécurité, les organisations et mouvements sociaux présents à Nice ont réussi une marche festive, créative, loin de tous les préjugés et clichés utilisés pour délégitimer les altermondialistes.

Pendant la marche, nous avons affiché notre détermination à voir les intérêts des peuples passer avant ceux des marchés financiers, en déclinant nos propositions contre les inégalités et l'austérité au service du sauvetage des banques, contre la mainmise des multinationales sur les biens communs, les ressources naturelles et alimentaires, pour la solidarité avec les indigné-e-s et révolté-e-s du monde, pour la participation citoyenne aux décisions qui engagent l'avenir de la planète.

Discussions, activités culturelles, actions de rue, ont prolongé ce contre-sommet. **L'Union syndicale Solidaires a organisé ou participé à plusieurs débats** : sur la dette, le mouvement syndical européen, les réponses syndicales à la crise, etc. **Des délégations de la CGT d'Espagne, de la CUB d'Italie étaient présentes**, tant à la manifestation qu'aux débats du lendemain.

[www.mobilisationsg20.org](http://www.mobilisationsg20.org)



### Pendant ce temps-là...

Sous la houlette de la Confédération Syndicale Internationale, des syndicats réunis dans le « Labour 20 » signaient un texte commun avec le patronat (« Business 20 ») ! En France, cela concerne CFTD, FO, CFTC, UNSA, qui revendiquent cette démarche et la CGT qui, sans l'approuver, ne l'a pas dénoncé.

Le principe du texte commun Syndicats/Patronat adressé au G20 est déjà « surprenant », mais le contenu ne l'est pas moins ; par exemple, « *Au cours des années récentes, quelques organisations internationales, parmi lesquelles l'Organisation Internationale du Travail, le Fonds Monétaire International, l'Organisation Mondiale de la Santé et la Banque Mondiale, ont renforcé leur coopération et mené en commun des projets de recherche dans des champs d'action qui se recoupent parfois. Elles se sont engagées dans un certain nombre de projets menés ensemble sur le terrain. Nous ne pouvons qu'approuver de tels efforts visant à établir un lien entre leurs actions, et ainsi obtenir des résultats plus probants* »

## Italie : grèves et manifestations donnent le ton

Si Berlusconi a quitté la présidence du Conseil italien, les plans de rigueur perdurent. Le syndicalisme « de base » est à l'initiative, dans un contexte où division et unité se mêlent. L'aspect positif c'est la poursuite de l'unité entre **USB, UNICOBAS, SLAICOBAS, USI, SNATER**, qui ont arrêté le principe d'un nouvel appel à une journée de grève et manifestations en décembre. **CUB et COBAS s'unissent également, mais pour un appel à une date différente, le 17 novembre** ; ces deux organisations syndicales n'avaient pas appelé à la grève du 6 septembre.

A noter aussi, l'organisation d'une **manifestation nationale pour l'eau publique, à Rome le 26 novembre**, pour que le résultat du référendum montrant la volonté populaire soit respecté, et aussi pour une issue alternative à la crise.

[www.usb.it](http://www.usb.it) [www.cub.it](http://www.cub.it) [www.usi.it](http://www.usi.it) [www.slaicobas.it](http://www.slaicobas.it) [www.acquabenecomune.org](http://www.acquabenecomune.org)



## Espagne : manifestation de la CGT-e pour les services publics



Environ 5 000 militant-e-s de la CGT d'Espagne manifestaient le 12 décembre à Madrid, pour défendre les services publics et combattre les reculs sociaux. Des délégations des divers secteurs professionnels et régions étaient présentes. Pour la CGT-e, il s'agissait d'une part de rappeler, dans cette période électorale, que les travailleurs/ses ont leurs revendications, les expriment et continueront à les défendre ; d'autre part, ceci s'inscrit dans la **campagne menée pour construire une journée de grève générale dans l'état espagnol**. L'USB d'Italie et l'Union syndicale Solidaires étaient dans la manifestation, et ont pris la parole à son issue, avec les responsables de fédérations et de la confédération CGT-e. [www.cgt.org.es](http://www.cgt.org.es)

## Colombie : les étudiant-e-s obtiennent le retrait du projet de loi

Les étudiants et étudiantes colombien-ne-s, en grève depuis le 12 octobre dans plus de 30 universités publiques, contre un projet de loi qui marquait un premier pas vers la privatisation de l'enseignement supérieur, viennent de remporter la victoire : **le président de la République retire le projet de loi, et promet qu'il n'en sera plus question avant une phase approfondie de concertation avec les organisations étudiantes et enseignantes.**

## Bénin : le gouvernement s'attaque au droit de grève, et aux salaires

Depuis septembre, la menace d'un projet de loi remettant en cause le droit de grève plane sur les travailleurs du Bénin. Les syndicats, notamment dans le secteur de la santé, multiplient les initiatives pour s'y opposer. Le 3 novembre, une nouvelle est tombée comme un coup de poignard dans le dos des travailleurs : par une note confidentielle, **le Secrétaire Général du Gouvernement enjoint aux ministres qui ont à charge des sociétés et offices d'Etat de suspendre le paiement des primes et accessoires de salaire aux travailleurs.**



C'est un acte très dangereux qui certainement ne s'arrêtera pas aux sociétés et offices d'Etat. Les organisations syndicales se mobilisent pour faire face rapidement à cette nouvelle décision. Ainsi le collectif des syndicats de la Société Béninoise d'Énergie Électrique (SBEE) à savoir: (SYNINT-SBEE, SYNTRA-SBEE,

SYNO-SBEE) organisait une **grève d'avertissement, sans service minimum, le 10 novembre**, pour exiger l'annulation de cette lettre. Le Collectif des syndicats de la SBEE a mis en garde le gouvernement contre la non-satisfaction de cette revendication qui entraînerait une **grève illimitée à compter du 15 novembre.**

Par ailleurs, la **Confédération Syndicale des Travailleurs du Bénin (CSTB) organisait un sit-in, le 10 novembre**, sur l'esplanade de l'Assemblée Nationale à Porto-Novo pour :

- **Dénoncer le projet de loi liberticide sur le droit de grève** au Bénin.
- Fustiger la volonté suicidaire des députés de supprimer le droit de grève à tous les travailleurs en général et aux agents de santé en particulier.
- Condamner la démarche des députés qui mettent d'abord un projet de loi à l'ordre du jour, avant de parler de large consultation.
- Protester contre le désir du régime de supprimer aux travailleurs les libertés élémentaires chèrement acquises.

PRÉSIDENCE DE LA RÉPUBLIQUE  
SECRETARIAT GÉNÉRAL  
DE LA PRÉSIDENCE  
N° 769 /SG/PR/SP-C

Le Secrétaire Général  
de la Présidence  
A  
Mesdames et Messieurs les Ministres  
(Attention Directeurs/Directrices Généraux(les)  
des sociétés et offices sous tutelle)  
Cotonou

**CONFIDENTIEL**

**Objet :** Suspension du paiement des accessoires de salaire dans les Sociétés et offices d'Etat

Sur instructions du Président de la République, Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement, il vous est demandé de faire procéder, dès à présent, à la suspension du paiement des accessoires de salaire (primes et indemnités) dans les sociétés et offices d'Etat sous votre tutelle en attendant de nouvelles mesures à prendre par le Gouvernement.

En conséquence, seuls les salaires seront payés aux employés et agents relevant de ces structures.

Des contrôles seront effectués par les organes compétents pour vérifier la mise en œuvre effective des présentes prescriptions.

Copies :  
- Au Premier Ministre (ATCR)  
- Au Ministre d'Etat (ATCR)

Edouard A. DJIN-OURO

## Portugal : une journée de grève générale, le 24 novembre

Le Conseil National de la CGTP-IN a décidé d'organiser une grève générale, contre le plan d'austérité gouvernemental et ses conséquences. Cette journée de grève générale est préparée à travers diverses manifestations locales, rencontres interprofessionnelles, appels à l'unité d'action. L'UGT s'est jointe à cet appel. Nous reproduisons ici un extrait de la résolution adoptée par la confédération portugaise :

Le pays est confronté à ... un nouveau et plus grave encore programme d'austérité, sans précédent depuis le 25 avril. **On se rappelle les désastreux programmes du FMI que le Portugal a connus en 1978 et 1983.** Ce nouveau paquet d'austérité ne signifie pas seulement la récession économique, l'appauvrissement généralisé de la population et l'augmentation du chômage. Il représente aussi une attaque brutale contre la démocratie ainsi qu'un recul de la civilisation...

... Nous sommes face à un programme d'agression des travailleurs, du peuple et du pays... L'appauvrissement des travailleurs, non seulement de l'administration publique mais aussi du secteur privé, des retraités et pensionnés et de la population en général est non seulement socialement injuste et intolérable, mais encore contre-productif, parce que la chute du pouvoir d'achat est en train d'avoir des effets dévastateurs sur le marché intérieur, et conduit des entreprises à fermer avec pour conséquence des pertes d'emploi. L'ensemble de la population, les travailleurs, les jeunes, les chômeurs et les retraités et pensionnés sont en train de payer la facture d'une crise qu'ils n'ont pas provoquée. Ce sont les politiques suivies par les gouvernements successifs qui ont entraîné la perte de compétitivité de l'économie portugaise ; la liquidation d'une partie de notre tissu productif ; des contrats désastreux pour l'État dans le contexte des partenariats public-privé ; le trou de la BPN (*Banque Portugaise d'Affaires, qui a été nationalisée pour la sauver de la faillite, puis qui a été privatisée à nouveau une fois ses comptes assainis. Elle a été achetée à un prix modeste par une entreprise appartenant au ministre qui avait décidé de sa nationalisation*), qui pourra nécessiter jusqu'à trois milliards d'euros ; la non utilisation du crédit pour le secteur productif ; le manque d'efficacité et la faible productivité de nombreuses entreprises ; la corruption, la fraude et l'évasion fiscales et l'économie clandestine.

Les trous dont parle le Premier Ministre ont pour origine ces politiques menées à bien par des gouvernements successifs et cela poursuit et aggrave les impacts négatifs de chaque paquet d'austérité. C'est une politique de la terre brûlée ! Si on ne la freine pas, la concrétisation de **nouvelles privatisations**, comme celle de la captation, du traitement et de la distribution de l'eau, ou du traitement des déchets, la **réduction des services dans les entreprises de transport**, les **coups budgétaires dans la sécurité sociale, la santé et l'éducation**, de pair avec l'**aggravation de l'inflation**, conduiront à des effets désastreux pour le développement du pays, la qualité des services publics, la politique de prévention, et provoqueront l'augmentation de la précarité, du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale.

... la CGTP-IN ne l'accepte pas et fera tout pour **combattre le vol de la prime de Noël de tous les travailleurs** en 2011, et celui des primes de Noël et de vacances des travailleurs de l'administration publique et des entreprises publiques, comme celles des pensionnés en général pour les deux prochaines années, les baisses de salaires, l'alourdissement des impôts, la baisse de valeur et de pouvoir d'achat des pensions, la réduction de l'allocation-chômage et l'élimination du quotient familial et du revenu social d'insertion pour des milliers de famille. **Nous refusons l'augmentation de la durée du travail** de 2,5h, des 40 heures hebdomadaires à 42h30, parce qu'elle va réduire les salaires de 7% en moyenne et augmenter le chômage, mais aussi parce qu'elle est illégale et qu'elle pervertit la négociation des conventions collectives. **Tout comme la réduction des jours fériés**, que nous refusons aussi, il s'agit d'une mesure qui n'a rien à voir avec la réduction de la dette ou du déficit. Il s'agit d'un transfert direct des revenus des travailleurs vers les poches des grands actionnaires et du grand patronat.

... gouvernement et patronat prétendent instrumentaliser la concertation sociale pour mettre en cause les droits fondamentaux des travailleurs, y compris l'interdiction du licenciement sans juste cause, le droit constitutionnel à la convention collective, les compensations financières au licenciement, la protection sociale en période de chômage et la réglementation des horaires de travail...



## Amnesty international : Faites-le signer !

Amnesty International s'est invitée à l'Élysée pour remettre symboliquement un stylo à Nicolas Sarkozy, afin qu'il signe enfin le protocole relatif au PIDESC (Pacte International relatifs aux Droits Economiques, Sociaux et Culturels) qui permettrait aux plus pauvres d'avoir accès à la justice. **Ce protocole permettrait aux populations les plus pauvres d'avoir enfin accès à la justice en déposant des recours auprès des Nations unies lorsque leurs droits économiques, sociaux et culturels sont violés par leur gouvernement et qu'ils ne peuvent pas obtenir réparation dans leur propre pays.** Bien que la France ait voté en sa faveur lors de son adoption devant l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 2008, ce protocole n'a toujours pas été signé par Nicolas Sarkozy. À ce jour, 39 pays l'ont signé, cinq l'ont ratifié, or il faut dix ratifications pour que ce protocole puisse entrer en vigueur. Signez l'appel :

<http://www.amnesty.fr/AI-en-action/Lutter-contre-la-pauvrete/Effectivite-des-droits/Actualites/G20-M-Sarkozy-doit-signer-3877>

## Hongrie : Solidaires des étudiant-e-s en lutte

Depuis le début octobre les étudiant-e-s hongrois-e-s descendent peu à peu dans les rues pour dénoncer l'austérité budgétaire dans l'enseignement supérieur mais aussi l'instauration de nouveaux frais d'inscription cachés. **Une manifestation nationale a réuni plus de 10 000 étudiant-e-s** le 27 octobre à Budapest devant le Ministère de l'Éducation.

Les coupes budgétaires s'élèvent à 30 milliards de forints soit 101 millions d'euros. Le gouvernement de droite nationaliste va ainsi **fermer certaines filières (sciences humaines et sociales notamment) et retirer de nombreux fonds aux universités**. De plus le gouvernement veut imposer un certain nombre d'années obligatoires de travail en Hongrie aux diplômés sous peine de devoir rembourser la totalité des frais de scolarité pour les étudiant-e-s. Ces véritables frais d'inscription cachés, de pure inspiration réactionnaire, maintiendront nombre d'étudiant-e-s dans le chômage ou la précarité.

Ce type d'attaque se multiplie en Europe et dans le monde. Il est nécessaire de promouvoir un service public d'enseignement supérieur démocratique et ouvert à tous face à la vision néolibérale qui s'impose aujourd'hui à l'université. **La fédération SUD Étudiant assure le mouvement étudiant hongrois de son soutien et soutiendra toute** convergence des luttes entre étudiant-e-s, enseignant-e-s, salarié-e-s, fonctionnaires, militant-e-s des droits de l'homme... dans ce pays où le gouvernement démontre la compatibilité entre néo-libéralisme, nationalisme, conservatisme, racisme d'État et autoritarisme.

## Égypte : stop aux procès militaires et à la répression !

Répondant aux demandes de mouvements égyptiens défendant la révolution, une journée internationale d'actions a été organisée le 12 novembre. L'appel lancé à cette occasion, résume bien la situation difficile de nos camarades d'Égypte, par ailleurs confrontés à la censure militaire dans les médias :

Soutenir la révolution égyptienne, c'est dire stop aux procès militaires des civils, à bas la répression militaire, vive la révolution populaire ! **Parce que nous avons manifesté une solidarité mondiale et sommes inspirés par la lutte du peuple égyptien, parce que nous nous opposons au militarisme**, et parce que nous reconnaissons l'incroyable espoir du soulèvement en Égypte pour tous ceux en quête de justice, nous :

- **condamnons le massacre par l'armée égyptienne** à Maspero et la violence militaire et policière contre des manifestants pacifiques, depuis le début de la révolution, et demandons des enquêtes impartiales sur toutes ces affaires ;
- **exigeons la fin des procès militaires** en Égypte et de toutes les intimidations contre les militant-e-s ;
- **exigeons la libération immédiate de tous les prisonnier-e-s et détenu-e-s politiques** et que tout procès se tienne devant des tribunaux civils avec un droit équitable à la défense ;
- **exigeons la levée immédiate de l'état d'urgence** en place depuis 1981 et la protection du droit de manifester et de grève ;
- **exigeons l'arrêt des violations des droits de l'Homme** en Égypte par le Conseil militaire ou quiconque.

Opposés à toute ingérence étrangère, nous réaffirmons que nous ne laisserons pas les puissances impérialistes affaiblir le rôle régional et stratégique de l'Égypte, objectif recherché par les États Unis et leurs alliés sionistes, avec la complicité active des monarches saoudiens et de toutes les forces de la réaction. Nous ne nous laisserons pas détourner de notre seul but, la réalisation des objectifs de la Révolution : liberté, dignité, démocratie, justice sociale et rayonnement d'une Égypte indépendante et débarrassée de toute tutelle impérialiste !

<http://egyptesolidarite.wordpress.com>



## Suisse : des moyens pour les services publics !

**Plusieurs syndicats (SUD, FSF, SSP) appellent à une manifestation unitaire, à Lausanne** le 15 novembre. Il s'agit de réclamer l'augmentation des salaires, l'indexation des pensions, des effectifs supplémentaires, la reconnaissance des droits sociaux.

Toute revendication avancée dans la Fonction publique l'est en même temps dans le secteur parapublic, avec l'exigence des subventions nécessaires pour la réaliser. C'est l'enjeu de l'amélioration des conventions collectives de travail (CCT) existantes et de la négociation de nouvelles conventions dans la santé et le social.

[www.sud-vd.ch](http://www.sud-vd.ch)



En complément à ce bulletin, vous pouvez retrouver les matériels liés à l'actualité internationale et le matériel de la commission internationale de Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/article12420.html>